



3.1 (F) – Etat d’avancement du projet d’OIG

Note du Secrétariat

1. GÉNÉRALITÉS

En mai 2014 l’Assemblée générale de l’AISM a adopté une résolution affirmant sa conviction que les buts de l’AISM au 21^{ème} siècle seraient mieux servis par un statut d’Organisation intergouvernementale (OIG), et que ce statut devrait être obtenu le plus tôt possible par l’élaboration d’une convention internationale (Résolution d’Assemblée générale A.01 du 27 mai 2014). Voir le lien http://www.iala-aism.org/content/uploads/2016/10/ga_res_a01_1.pdf

Il a été convenu que la route à suivre pour réaliser cet objectif était une convention multilatérale qui créerait l’AISM en tant qu’OIG. Le Comité juridique a apporté son aide au Conseil dans l’élaboration d’un instrument approprié. En décembre 2014 le Conseil établissait un Groupe consultatif pour le changement de statut pour conseiller à haut niveau sur le projet.

La « Convention sur l’Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime » envisagée se substituera aux actuels Statuts de l’AISM et obéira aux règles de la Convention de Vienne sur les Traités Internationaux ; elle sera ouverte aux signatures de tous les membres des Nations Unies.

2. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La Convention AISM envisagée prévoira des dispositions pour une transition en douceur qui assurera l’ininteruption des travaux de l’AISM en tant qu’organisation technique dans le domaine des aides à la navigation maritime, et garantira que ses responsabilités envers la communauté maritime ne diminueront pas et conserveront le même haut niveau d’engagement.

Tel que prévu dans l’article 18 du projet de Convention tous les membres nationaux actuels qui ne seront pas Parties contractantes pourront, dès l’entrée en vigueur de la Convention, avec l’approbation du Conseil et sous réserve qu’ils en soient d’accord, devenir membres associés de l’Organisation.

Tous les organismes qui sont membres associés ou membres industriels et dont les droits et prérogatives ne sont pas suspendus pour raison financière pourront, avec l’approbation du Conseil et sous réserve qu’ils en soient d’accord, devenir membres affiliés de l’Organisation.

Cela permettra aux services d’aides à la navigation des pays qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent pas devenir immédiatement Parties à la Convention, de continuer à contribuer aux travaux de l’AISM et aussi d’en bénéficier.

Le nombre élevé de Parties contractantes qui est proposé pour que la Convention entre en vigueur participe aussi d’une transition en douceur.

3. ASPECTS FINANCIERS

L’AISM est une organisation à but non lucratif qui tient son statut de la loi française de 1901 sur les associations. En 2015 son budget, principalement financé par les contributions des membres et approuvé par le Conseil, s’élevait à environ 2 millions d’euros.



3.1(F)

La contribution est la même pour chaque membre dans chaque catégorie (national, associé et industriel). Pour les membres nationaux la contribution annuelle est fixée à 15 240 € pour 2017. Si l'on envisage que le nombre des futurs membres de l'AIMS en tant qu'OIG restera le même (parties contractantes, membres associés ou affiliés) grâce aux dispositions transitoires mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus, la contribution sera du même ordre après l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention.

Il est important de noter qu'aucun coût d'investissement n'est à prévoir car l'AIMS existe déjà et possède les locaux où elle a son siège, son mobilier, etc.

4. DISPOSITIONS D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Le projet de texte propose que la Convention entre en vigueur le 30^{ème} jour après la date de dépôt du 30^{ème} instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Le Conseil a validé ce nombre relativement élevé pour assurer un nombre de Parties contractantes suffisant pour faire fonctionner l'organisation et former un Conseil pour lequel on propose 24 membres.

5. LA CONFÉRENCE EST INVITÉE À

Prendre note de cette information.